

Les subsides

moment même où le secteur manufacturier n'a jamais eu autant besoin que les consommateurs utilisent leur pouvoir d'achat. Nous avons des usines qui accusent un rendement réduit de 20 à 30 p. 100. Il leur est nécessaire que les Canadiens achètent des maisons, des appareils électriques et des véhicules.

Le pouvoir d'achat des Canadiens diminue et l'une des raisons en est que le gouvernement vient chercher davantage d'argent dans la poche des Canadiens ordinaires. L'impôt sur le revenu des particuliers est à la hausse. La taxe de vente fédérale monte. Nous devons encore payer la redevance spéciale sur l'essence qui ne devrait pourtant plus exister aujourd'hui. Plus de neuf milliards de dollars seront arrachés des poches des travailleurs canadiens moyens au cours des quatre prochaines années parce que le gouvernement va essayer de trouver de l'argent pour compenser les impôts qu'il ne perçoit pas sur le revenu des sociétés.

En terminant, monsieur le Président, je crois pouvoir dire que la chose la plus scandaleuse qui se soit produite à la Chambre depuis des mois, c'est que le gouvernement a établi, supposément à l'intention de tous les députés, une caisse spéciale permettant à ceux-ci de transposer dans leur circonscription les projets de création d'emplois imaginés par les bureaucrates. On voulait répondre à des besoins urgents comme construire des ponts, aménager des passages à niveau et développer des infrastructures locales. Le gouvernement a oublié un aspect important: il n'a informé que les députés libéraux de l'existence de cette caisse. Avant que le Parlement ne se rende compte de l'existence de cette caisse, 138 sur 150 millions de dollars avaient déjà été dépensés dans des circonscriptions libérales seulement. Le fait que le Québec ait bénéficié de la moitié de ces fonds, alors qu'il ne compte que 30 p. 100 des chômeurs de tout le pays, prouve manifestement le préjugé en faveur des circonscriptions libérales. On nous a dit en novembre dernier qu'il y avait une caisse et qu'on nous donnerait des lignes directrices sur la façon d'utiliser cet argent aux fins de la création d'emplois. Ce n'est que plusieurs semaines plus tard que des députés ont appris quelles étaient les conditions. A ce moment là, 138 des 150 millions avaient déjà été attribués aux députés du caucus libéral.

• (1125)

Voilà l'hypocrisie, le comportement arrogant et cynique que les Canadiens en sont venus à considérer comme normal de la part du gouvernement libéral du Canada. Nous ne pouvons espérer davantage de cette façon minable et perfide d'aborder le développement économique de notre pays. Les Canadiens ne s'attendent à rien de plus. Ils savent que les ministériels sont capables de tout dans les derniers jours où ils essaient désespérément de s'agripper au pouvoir qui leur échappe.

Il est embarrassant d'avoir en place un gouvernement qui n'hésite pas à faire preuve d'autant d'indifférence envers le programme de relance. Il savait parfaitement quand il a établi sa politique monétaire de taux d'intérêt élevés et de chômage aigu, quelles en seraient les conséquences sociales. Il s'y est engagé délibérément et il a clairement énuméré les autres pays où elle était en application. Il savait quelles conséquences sociales, quelle souffrance humaine et quelle misère allaient être infligées aux Canadiens. Il était prêt à risquer.

Nous voyons devant nous un gouvernement qui est prêt à assurer sa survie aux élections grâce au programme d'initiatives spéciales, aux dépens des chômeurs, des pauvres, des parents seuls, des anciens combattants et de tous les autres qu'on n'en finirait pas de nommer. C'est un gouvernement insouciant qui est prêt à faire n'importe quoi pour regagner la faveur des électeurs dans certaines circonscriptions.

Nous, du Nouveau parti démocratique, voulons faire ressortir deux points, monsieur le Président. Premièrement, que le programme de relance en application aujourd'hui est injuste et discriminatoire envers les Canadiens qui sont le moins en mesure de le supporter ces temps-ci.

Deuxièmement, le dernier indice que nous avons eu du cas que fait le gouvernement d'un programme juste de relance a été le programme d'initiatives spéciales conçu tout exprès et uniquement pour les députés libéraux.

Près de la moitié des Canadiens, la moitié des sans-travail, la moitié des pauvres et la moitié des jeunes n'ont pas pu profiter de cette démarche de création d'emplois. C'est l'exemple d'un gouvernement qui verse dans l'arrogance et l'indifférence. Si c'est là le type de gouvernement qui nous dirige, je suppose que le budget qu'on nous présentera dans quelques heures, sera un budget, comme l'a indiqué le ministre des Finances, du statu quo, c'est-à-dire du pareil au même. Ce qui laisse entrevoir plus d'injustice, plus de souffrances et des années et des années encore de vaches maigres pour un nombre croissant de Canadiens. C'est la relance des bénéfiques, non la reprise pour l'ensemble des citoyens.

Le Nouveau parti démocratique souhaite ardemment que le ministre des Finances reconnaisse qu'il a commis une erreur de jugement, que la politique monétaire que lui et la Banque du Canada ont appliquée ne donne pas les résultats escomptés. Nous souhaitons que, dans un esprit de justice, d'équité et de compassion, le gouvernement du Canada et le ministre des Finances présentent un budget qui fasse passer les êtres humains avant les bénéfiques.

M. Hawkes: Monsieur le Président, le porte-parole du Nouveau parti démocratique se rappellera cette période de neuf mois où l'orientation politique était fondée sur le bon sens. On reconnaissait ainsi que les pauvres gens étaient importants, que l'essentiel de la création d'emploi devait s'effectuer surtout dans le secteur privé. En fait, au cours de cette période de neuf mois, nous avons connu un gain net de près de 300,000 emplois. A cause d'une doctrine différente, nous venons de traverser une période de quatre ans qui avait entraîné la perte de plus d'un demi-million d'emplois.

Le député et son parti sont-ils convaincus qu'il est de la plus haute importance que les employeurs aient suffisamment d'argent pour moderniser leur entreprise, entreprendre des travaux de recherche et de développement, mettre au point des produits nouveaux? Ce sont là, n'est-ce pas, des éléments essentiels pour préparer des emplois, ou le NPD estime-t-il que plus les rentrées gouvernementales seront élevées, plus les chefs d'entreprise seront en mesure de faire des recherches et de fabriquer des produits? Le député est-il en train de soutenir que les travailleurs du secteur privé devraient perdre leur emploi afin qu'il y en ait davantage pour le secteur public? Est-ce là le sens de son exposé?